



RÉUSSIR LA CROISSANCE VERTE

Les 5^{èmes} Rencontres de la croissance Coe-Rexecode

L'environnement sera-t-il un moteur ou un frein de la croissance économique ? Sur cette question qui est toujours en débat, Coe-Rexecode (1) organisait jeudi dernier ses 5^{èmes} Rencontres de la croissance, autour d'un panel impressionnant d'industriels et d'économistes avec en point d'orgue, en milieu d'après-midi, un débat à l'affiche alléchante réunissant Claude Allègre, Gérard Mestrallet et Charles Beigbeder. Mais le "clou" de la journée a été sans conteste le vibrant plaidoyer de Jean-Louis Borloo, bien décidé à transmettre ses convictions et sa passion à un public nombreux et encore sceptique. Qui a longuement applaudi... au moins son talent.

La croissance verte est-elle un des chemins privilégiés vers la croissance économique ou les politiques environnementales portent-elles en elles le risque d'une décroissance ? « Rien ne va de soi », reconnaît le ministre de l'Ecologie en se félicitant qu'un tel débat soit organisé. Car « sur un sujet qui, au fond, embrasse et embrase le monde, il y a un relatif retard du débat intellectuel et philosophique ».

Pour Jean-Louis Borloo, « la question n'est plus la décroissance, ni la culpabilité, mais de savoir si on peut réconcilier progrès et avenir ». La croissance verte, c'est « verdir la croissance et investir dans les nouveaux produits, les nouveaux process ». « Le progrès tel que nous l'avons connu est un peu à bout de souffle », souligne-t-il mais « l'avenir économique devant nous absolument extraordinaire. Nous sommes la première génération qui a la capacité à définir un progrès plus solidaire et plus heureux pour tous ».

VERDIR LA CROISSANCE

Produire de manière plus compétitive en utilisant moins de matières premières, « les consommateurs le demandent et l'exigent », souligne le ministre. Inventer de nouveaux process et de nouveaux produits ? « C'est incontournable et nous sommes lancés, qu'on le veuille ou non, dans une bataille économique de compétitivité internationale ». « La Chine a décidé d'être la première économie "low carbon" du monde. C'est ça la stratégie chinoise. C'est aussi, en partie, celle du Japon. C'est aussi celle de la France ».

Car, quel que soit le motif, que l'on soit rattrapé par « le soldat CO₂ ou le soldat fossile », le monde doit changer. « Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas continuer d'investir dans les énergies fossiles. Le peak oil peut avoir une réponse qui est le charbon », à condition, bien sûr, de progresser sur le captage et la séquestration du CO₂. Le problème c'est « l'équipement énergétique du monde », et notamment de l'Afrique « qui s'enfonce dans le noir dans tous les domaines ». Or, dit Jean-Louis Borloo, contrairement à ce qu'il avançait dans les premiers temps de son mandat à l'Ecologie, « nous ne sommes pas entrés dans un monde de la rareté (d'énergie), on a changé d'abondance. Rien n'est mieux réparti sur la planète que l'énergie ».

LE PREMIER OUTIL MONDIAL D'INGÉNIERIE PUBLIQUE

Pour relever le défi de la transition, la France a pris, à l'initiative de Nicolas Sarkozy, « une décision invraisemblable : créer le premier outil d'ingénierie publique au monde pour affronter le 21^{ème} siècle », sous la forme d'un seul ministère gérant l'ensemble de la complexité. La Chine est en train de faire de même, observe-t-il.

La France a donc commencé par s'organiser, ensuite « le président s'est dit : c'est un sujet qui est politisé, il faut le faire partager par toute la société, pour aller vers une mutation heureuse et sans drame ». C'est ainsi qu'a eu lieu le Grenelle de l'Environnement, qui a réuni toutes les parties pour bâtir ensemble la société des 20 à 25 prochaines années.

Le Grenelle, « c'est un énorme programme de développement économique et industriel de la France », s'exclame-t-il. Et à ceux qui parlent de « folie » qui va coûter à l'Etat 400 à 450 milliards d'euros, il rétorque que le Grenelle sera « contributeur net au budget de l'Etat, contributeur net à l'emploi. Citez-moi un seul article du Grenelle qui ne soit pas rentable ! ». Le Grenelle, poursuit-il avec force, « c'est le plus grand effet de levier économique que notre pays ait jamais produit ». Aucun pays, « y compris le plan Obama, n'a un plan pareil, qui aille aussi vite ».

Car, ne nous y trompons pas : « *tout va plus vite que le plan* », qui n'est d'ailleurs pas encore définitivement voté. Pourquoi ? « *Parce que tout le monde s'y est mis. La France est en avance sur ses obligations européennes. Elle sera le premier pays à atteindre une économie durable en 2020* ». Pour Jean-Louis Borloo, « *c'est le retour du génie français. Le génie français, c'est le mariage réussi des Arts et métiers et de la délégation de service public. La mutation se fera dans un heureux mariage entre l'action publique et l'action privée* », renchérit-il.

Une interrogation en forme de provocation pour conclure : « *est-ce que la démocratie est le meilleur outil* » pour réussir la transition ? Quand il voit les plans de développement de la Chine, sa stratégie sur 30 ans, le ministre s'interroge. « *Oui, la démocratie peut jouer le coup à une condition et une seule : qu'elle trouve les voies et les moyens d'un consensus total sur une formidable opportunité* ».

L'enthousiasme de l'architecte du Grenelle est salué comme il se doit. Jusqu'à ce que Rémy Prud'Homme, professeur émérite à l'université de Paris VII, voie dans son lyrisme le risque, comme le disait André Malraux, d'« *une illusion lyrique* ». « *L'idée que la dépense publique crée de l'emploi ne résiste pas à deux minutes d'analyse, s'emporte ce dernier. Sinon, comment expliquer que la France, qui est championne du monde de la dépense publique, compte encore un seul chômeur* ». Que l'environnement soit « *moteur de la croissance n'est pas une idée recevable* » pour le professeur.

LES LIMITES D'UNE POLITIQUE NATIONALE

Président de Coe-Rexecode, Michel Didier s'interroge aussi sur les limites d'une politique nationale. La France, on le sait, représente un peu plus de 1 % des émissions mondiales de CO₂. L'exemplarité est un thème cher au président Sarkozy, mais, se demande Michel Didier, « *quel prix sommes-nous prêts à payer pour notre exemplarité ?* ».

Le débat est largement connu : pour l'économiste Alain Grandjean, membre du conseil stratégique de la Fondation Nicolas Hulot, l'alternative n'existe pas. « *Le "business as usual" n'est pas une belle croissance. C'est juste un scénario catastrophe* ». Est ce que certains se demandent si l'idée de croissance verte est « *trop séduisante pour être vraiment honnête* » ?, se demandera ensuite la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, dénonçant encore un certain scepticisme. Mais, comme

Jean-Louis Borloo, elle l'affirme : « *toute l'action du gouvernement s'inscrit en faux contre l'idée que seule la décroissance permettrait de résoudre le problème environnemental (...). On ne construit pas l'avenir en se réfugiant dans le passé* ». Le Grenelle, c'est « *de nouvelles opportunités scientifiques, économiques et sociales* ». Un exemple ? Le partenariat de recherche que sont en train de négocier Renault, Nissan et le CEA sur les batteries électriques du futur, qui permettrait de créer cette filière en France. Le Grenelle, c'est aussi l'engagement de l'Etat d'investir 1,5 milliard d'euros dans la recherche sur les technologies vertes entre 2008 et 2012 et d'accorder, pour chaque euro investi sur le nucléaire, un euro pour les énergies renouvelables, rappelle-t-elle.

LE GRAND EMPRUNT EN LIGNE DE MIRE

Enfin, pour Valérie Pécresse, il faut utiliser le grand emprunt comme un levier pour la croissance verte. Elle a demandé que le document cadre de son ministère sur les priorités en matière de R&D soit traduit en projets concrets. Résultat : sur les 29 propositions émises par la communauté de recherche, 13 concernent la mise en œuvre du Grenelle. Et, provocatrice comme elle le reconnaît volontiers, la ministre de se demander si ce grand emprunt ne doit pas servir à « *solder la dette environnementale* » !

ET LE CONSOMMATEUR-CITOYEN DANS TOUT CELA ?

Vient ensuite le tour de ceux qui testent l'opinion des citoyens-consommateurs. Un Français sur deux est prêt à payer jusqu'à 10 % de plus pour un « *produit responsable* », indique Valérie Lecasble, vice-présidente de TBWA Corporate. La proportion tombe à 36 % de Français prêts à payer 5 % de plus un produit bon pour l'environnement, 12 % si le prix est supérieur de 10 %. 44 % des Français sont lassés par « *l'argument purement environnemental* », ajoute-t-elle. Tout passe par l'explication et celle-ci, *via* la minute et quelque que vaut un sujet aux JT, *via* « *la mode du très rapide* » que sont les nouveaux outils d'information, « *n'est pas adaptée au débat* », déplore Matthieu Orphelin, directeur de cabinet à l'Ademe. Les Français ne consacrent actuellement que 5 euros par an à l'achat de produits éco-labellisés et le prochain baromètre que va publier l'Agence montrera que 60 % des citoyens estiment avoir besoin d'être mieux aiguillés vers les produits verts. « *On est au début, il faut aller beaucoup plus loin* », note-t-il.

En revanche, et le ministre de l'Écologie l'avait noté en introduction, le système du bonus-malus dans l'automobile est une « réussite incroyable. On a gagné 14 g de CO₂ par km en un an et demi et sur le premier semestre 2009, les chiffres sont encore meilleurs ». La France est ainsi repassée en tête des véhicules les plus propres à la vente. Même chose pour les éco-prêts à taux zéro, dont le 50 000^{ème} sera bientôt fêté.

Mais attention, prévient Matthieu Orphelin, et ce sera, sans doute, l'un des principaux débats de demain, qu'« il n'y ait pas d'exclus de cette croissance verte ». Si, parmi les gens aisés, 1 % seulement n'a pas entendu parler du Grenelle, la proportion est de un sur quatre dans les couches les moins favorisées. De même, dans ces dernières, plus d'un foyer sur deux n'a pas de lampes basse consommation chez lui.

Geneviève Ferone, directrice Développement durable de Veolia Environnement, à son tour, met en garde : « la rupture énergétique est à notre porte. On ne pourra pas faire l'économie d'une période de sobriété. On s'y est pris trop tard. Il faut passer le chas de l'aiguille ». Et Matthieu Orphelin de surenchérir : « ne faisons pas croire que tout va se faire naturellement et accompagnons chacun dans cette transition ».

LA DIFFICILE QUESTION DU SURCÔÛT DES ENR

Quels grands programmes pour la croissance verte ? Introduisant cette table ronde, Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique, s'interroge sur la part à réserver au poste énergie-environnement dans le grand emprunt, sur lequel la commission dont il est membre doit rendre sa copie avant le 15 novembre. Pour lui, compte tenu des contraintes des finances publiques, un des critères importants de la réponse sera la possibilité de co-financements, « l'effet de levier du public sur le privé ». Il ne faudrait pas, d'autre part, oublier l'Union européenne qui, grâce à la présidence française, a conclu l'accord sur les 3x20 à l'horizon 2020 : mais cet objectif commun n'implique-t-il pas une coordination des moyens, via la Banque européenne d'investissement par exemple ?

Quoi qu'il en soit, le directeur des études de Coe-Rexecode, Gilles Koléda, vient présenter deux études qui peuvent faire frémir, dont celle, déjà évoquée dans le BIP sur le bilan socio-économique du régime des certificats d'économie d'énergie (CF. BIP DU 20.10). Entre 2007 et 2020, montrent ces études, les dépenses liées au développement des énergies renouvelables vont représenter 55 milliards d'euros, celles consacrées à la

maîtrise de l'énergie dans le bâtiment 60 G€, soit, ensemble, entre un quart et un tiers du programme du Grenelle.

Or, l'analyse à laquelle s'est livré Coe-Rexecode montre que le développement de l'éolien terrestre n'est rentable qu'avec un prix du baril de 150 dollars, l'éolien marin avec un prix de 200 \$ tandis que le bilan du programme photovoltaïque resterait négatif même avec un prix du pétrole de 250 \$ en 2020... Ce programme énergies renouvelables peut ainsi s'analyser comme une forme de prime d'assurance (coûteuse) contre un gros choc pétrolier.

La touche d'optimisme nécessaire à ce moment-là du débat est venue de Pierre-André de Chalendar, directeur général de Saint-Gobain. Les calculs de Coe-Rexecode ne prennent pas en compte les progrès technologiques. Les prix des panneaux photovoltaïques descendent « à toute vitesse », selon lui. La réconciliation entre écologie et économie est là. En tout cas, les industriels sont prêts.

Le train est en marche, confirme Philippe Pelle-tier, président du comité stratégique "Plan Bâtiment Grenelle". Evoquant le succès des éco-prêts à taux zéro, il relève aussi que 30 000 logements sociaux ont fait l'objet d'un financement pour la rénovation thermique. L'adaptation des 30 millions de logements que compte la France représentera un investissement de 600 milliards d'euros entre 2009 et 2050.

Côté Transports, la rénovation des 30 000 km de lignes de réseaux ferroviaires exigera 15 G€ d'investissements d'ici 2015 tandis que le développement du réseau à grande vitesse, avec 4 500 km de lignes nouvelles, coûtera quelque 100 G€, indique de son côté Hubert du Mesnil, président de Réseau Ferré de France. Et sans vouloir jouer « les rabat-joie », il se doit de rappeler que, sur la nouvelle ligne Dijon-Mulhouse, il faudra 12 ans pour que le résultat en matière de bilan-carbone devienne positif.

Un pas en avant, un pas en arrière, le débat reste complexe. Professeur à l'université Toulouse-I, Christian Gollier tranche dans le vif : « ce n'est pas la caverne d'Ali Baba cette histoire de changement climatique : il faut quand même raison garder ». Il faut redonner de la valeur aux choses, au carbone et à 17 euros la tonne, prix qui devrait être celui de la nouvelle taxe (ou contribution énergie climat) qui sera instituée le 1^{er} janvier prochain, « rien ne passe », et surtout pas le photovoltaïque à partir duquel la tonne de CO₂ évitée coûte... 1 000 euros. Pierre-André de Chalendar s'insurge : « Saint-Gobain investit dans le photovoltaïque

ce n'est pas 1 000 euros la tonne de CO₂ ! ». Si l'industriel y met son argent, c'est qu'il y croit. Réponse de Christian Gollier : *« c'est le consommateur qui paie, pas vous ! ».* Et de s'interroger : *« est-ce que les biocarburants de deuxième ou troisième génération avaient besoin de la première génération ? ».* La voix de la sagesse émane de Philippe Pelletier : *« il va falloir doper la recherche et l'innovation. On investit aujourd'hui pour économiser demain ».* Selon lui, la construction basse consommation sera, dès l'an prochain, au prix de la consommation ordinaire...

Car la question principale est bien là : selon le fameux rapport Stern, rappelle Charles Beigbeder, l'inaction face au changement climatique coûterait 5 à 10 % du PNB mondial, le coût de l'action n'étant que de 2 à 3 %. Gérard Mestrallet, p-dg de GDF Suez, insiste : *« la croissance verte, ce n'est pas une fantaisie pour les Européens, c'est une nécessité ».* Au milieu

du siècle, l'Union européenne n'aura plus de pétrole ni de gaz et plus beaucoup de charbon : *« elle n'a pas le choix, elle doit être à la pointe de l'innovation ».* Le fondateur de Poweo ne le démentira pas qui, saisissant cette *« vraie opportunité »*, va créer un fonds d'un montant de 200 millions d'euros dédié aux énergies renouvelables...

(1) Centre d'observation économique et de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises. Coe-Rexecode est un institut privé d'études économiques né de la fusion, à l'automne 2006, de deux instituts cinquantenaires : Rexecode et le COE de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Constitué en association, Coe-Rexecode compte près de 80 adhérents : entreprises, institutions financières, organisations professionnelles ou administrations publiques.